

# ALERTE OTAN !

**Bulletin trimestriel du Comité de surveillance OTAN,**

**n° 1, mars 2000**

Secrétariat : Rue de Dublin, 31 1050 Bruxelles tél & fax : 02 511 63 10

adresse électronique : [csotan@caramail.com](mailto:csotan@caramail.com) CCP n° 000-0897375-28

é. r. : M. Poznanski, 31 rue de Dublin, 1050 Bruxelles bureau de dépôt : Bruxelles 5

---

[Editorial](#), Marcel Poznanski

[Tchéchénie : un enjeu pour l'OTAN](#), Claudine Polet

[Inacceptable!](#), Thierry de Lannoy

[Orahovac : le ghetto dont les gardes sont des soldats néerlandais](#), Georges Berghezan

[La nouvelle politique de l'OTAN](#), Pierre Piérart

---

## Édito

Il y a un an, la Yougoslavie était bombardée par l'OTAN pour avoir refusé les "accords de Rambouillet", qui exigeaient le libre passage des armées occidentales sur la totalité du pays, la mise sous protectorat du Kosovo, en attendant son indépendance au bout de trois années. Les prétextes humanitaires ont ensuite été avancés, à grand renfort de bourrage de crâne télévisé, afin de gagner l'opinion publique à la justesse de la croisade. La Yougoslavie n'avait agressé aucun autre pays et cette guerre a été menée sans mandat du Conseil du sécurité de l'ONU, la rendant totalement illégale en regard du droit international.

A ce moment, la plupart des pacifistes se sont tus ou ont trouvé toutes les vertus à l'OTAN. Ils ont mis dos à dos agressés et agresseurs, montrant par là la déliquescence de la mouvance de la paix. Il nous fallait réagir. Nous avons été quelques-uns à nous rencontrer pour adopter la déclaration d'un groupe de juristes, comme appel destiné à sensibiliser la population à ce crime. Rencontrées au cours des quelques manifestations et soirées de protestation ayant ponctué cette guerre, plusieurs centaines de personnes ont signé cet appel.

Depuis, les bombardements ont cessé (pendant combien de temps ?), mais la Yougoslavie doit, en dépit d'un embargo économique sévère, reconstruire ses installations électriques et de chauffage, son industrie publique (l'industrie privatisée n'a pas été bombardée !), les habitations, les écoles, les hôpitaux, les routes, les ponts, les lignes de chemins de fer, etc. Aucune aide à la reconstruction ne sera accordée par les Occidentaux " tant que Milosevic sera au pouvoir ". Cyniquement, l'Union européenne a fait livrer quelques camions citerne de fuel de chauffage à deux villes contrôlées par l'opposition, comme si les besoins humanitaires variaient en fonction des choix électoraux des populations.

Quant au Kosovo, il est en proie au chaos total depuis qu'il est occupé militairement par les forces de l'OTAN, les affaires civiles étant aux mains d'une administration de l'ONU dirigée par Bernard Kouchner. Les accords qui ont mis fin à la guerre, et été entérinés par une résolution du Conseil de sécurité, sont quotidiennement violés par les Occidentaux : la souveraineté yougoslave est totalement ignorée, jusqu'à imposer le Deutsche Mark comme monnaie officielle, l'UCK n'a pas été démilitarisée - elle a simplement changé de nom -, la sécurité de la population ou le retour des réfugiés non albanais ne sont pas assurés. Il n'est pas excessif d'affirmer que les forces de l'OTAN couvrent, encouragent, voire participent directement à une gigantesque opération de nettoyage ethnique à l'encontre des minorités kosovares. Plus de 300.000 non Albanais ont fui

vers le reste de la Yougoslavie et les pays voisins. Ceux qui restent vivent souvent dans des conditions inhumaines. Ainsi, nous évoquons plus loin dans ce bulletin le sort terrible réservé par l'UCK et l'armée hollandaise aux communautés serbe et rom de la ville d'Orahovac.

L'OTAN pousse à la hausse les budgets militaires de la Belgique et de ses 18 autres membres. L'Union européenne veut développer l'Eurocorps (60.000 hommes), ménageant les partisans du renforcement du pilier européen otanien et ceux de la " défense européenne ". Les pays neutres, comme l'Autriche, la Suède et l'Irlande, devront quand même participer aux guerres du futur. L'extension vers l'est de la zone OTAN, notamment sous couvert du " Partenariat pour la paix ", présage d'une volonté de resserrer l'étau autour de la Russie. La guerre de Tchétchénie est une occasion en or pour l'installation de l'OTAN dans le Caucase. Le soutien indirect et confidentiel aux sécessionnistes tchétchènes, notamment par un des membres de l'OTAN, la Turquie, en est un indice.

Après invitation lancée à tous les signataires de l'appel, nous nous sommes réunis en assemblée générale et avons pris acte de la volonté de l'OTAN de lancer d'autres guerres. Nous avons décidé de continuer à dénoncer ses agissements. L'assemblée a décidé de se dénommer **COMITE DE SURVEILLANCE OTAN**. Nous avons discuté et adopté une plate-forme, pouvant vous être envoyée sur demande. Nous préparons diverses activités, surtout sur le terrain de l'information. Nous comptons sur votre soutien moral, votre adhésion, votre aide financière, votre participation active. Notre prochaine réunion se tiendra au 35 rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles le mardi 4 avril à 20 heures.

Marcel Poznanski

## Tchéchénie

### UN ENJEU POUR L'OTAN

Toute la région du Caucase intéresse au plus haut point les États-Unis et par conséquent l'OTAN. Que ce soit pour la sécurité de l'approvisionnement en pétrole, ou pour les possibilités de créer et d'agrandir les brèches dans la Fédération de Russie, de l'affaiblir jusqu'au démantèlement général. Quel que soit le jugement que l'on porte sur le comportement du gouvernement Poutine et de l'armée russe en Tchétchénie, on ne peut laisser de côté ces deux points, ni s'empêcher de faire des comparaisons avec la Yougoslavie.

L'OTAN n'intervient pas ouvertement dans le conflit qui oppose l'Armée russe et les bandes armées islamistes tchétchènes. Mais ces dernières sont super bien équipées et entraînées, à l'image des Talibans d'Afghanistan et de leurs semblables au Kosovo, par l'Arabie Saoudite, la CIA, et les mafias intéressées à semer le chaos dans toutes les républiques composant la Russie. D'autre part, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont déjà demandé, eux officiellement, que l'OTAN intervienne pour régler leurs problèmes de minorités et s'offrent pour installer des bases militaires otaniennes sur leur territoire, afin de protéger les champs de pétrole des grandes compagnies.

Mais la Russie, même avec Eltsine et maintenant Poutine, n'est pas aussi faible que la Yougoslavie de Milosevic. Et l'OTAN ne prend pas - du moins pas encore - le risque d'affronter la Russie en lui faisant une guerre directe comme elle l'a fait en bombardant pendant des mois le territoire yougoslave. Mais elle prépare les conditions et l'opinion publique - dans notre pays, entre autres - pour justifier des interventions futures. Pour cela, les campagnes médiatiques se mettent en marche, les images affluent montrant des déportations massives de civils tchétchènes, les destructions faites par les militaires russes, les grands mots de génocide et de crime contre l'humanité sont lâchés : on croirait une copie conforme de ce qu'on a vu pendant des semaines à la télé à propos de l'armée yougoslave contre les " pauvres Kosovars ".

La " carte blanche " de Lord Robertson, nouveau secrétaire général de l'OTAN, parue dans Le Soir du 4 mars présage du pire pour les prochaines années : il insiste sur l'importance pour l'Union européenne de disposer d'une force militaire de 60.000 hommes capables d'ici 2003 de se déployer dans un délai de 60

jours et pour une durée d'au moins un an, dans n'importe quel endroit que l'OTAN lui aurait désigné. Il salue également la décision des gouvernements européens d'augmenter leur budget militaire ainsi que la future participation de pays comme la Turquie à des opérations de l'OTAN sous direction européenne.

Cela veut dire que de nouveaux conflits seront fomentés ou alimentés dans le Caucase, de nouvelles Tchétchénies vont apparaître, se couvrant du droit à l'autodétermination des peuples, et que l'OTAN se prépare à y intervenir militairement au nom du " droit d'ingérence humanitaire " .

Claudine Polet

## **INACCEPTABLE !**

La situation dans le Caucase a des conséquences désastreuses pour les hommes, les femmes et les enfants qui y sont plongés, malgré eux. Nous ne pouvons accepter le sort qui leur est réservé, comme nous ne pouvions accepter le sort réservé aux réfugiés du Kosovo, du Rwanda, ou d'ailleurs.

Nous ne pouvons accepter que dans la géostratégie de certains États et/ou de groupes multinationaux, on instrumentalise la souffrance de peuples ou un sentiment de vengeance et d'humiliation pour assurer la suprématie et le contrôle de la matière première ou énergétique.

Nous ne pouvons pas non plus accepter la démolition systématique d'une région et la soumission d'une population sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Nous ne pouvons pas accepter non plus le refus de Moscou de négocier avec le gouvernement tchétchène, sous prétexte qu'il est "irresponsable". Nous considérons que vouloir bloquer ou détourner une partie de l'approvisionnement énergétique de la Fédération de Russie est un risque important de déstabilisation régionale.

Nous ne pouvons accepter la paupérisation organisée et l'humiliation faite à la population russe, ni le pillage de la Fédération de Russie. Cette stratégie a déjà été utilisée contre l'Allemagne au lendemain de la première guerre mondiale. Avec les conséquences que l'on sait ... en 1933.

Nous sommes tous responsables de notre avenir. Il se construit ou se détruit aujourd'hui.

Thierry de Lannoy

(texte publié initialement dans le périodique du MIR-IRG *Sentiers de la Paix*, n° 25)

### **Orahovac : le ghetto dont les gardes sont des soldats néerlandais**

**Une mission humanitaire et d'enquête doit se rendre durant le mois d'avril dans la bourgade d'Orahovac au Kosovo. Organisée par une ONG néerlandaise (Global Reflexion) et un site web américain ([www.emperors-clothes.com](http://www.emperors-clothes.com)), elle comprendra des participants de plusieurs pays afin de venir en aide à une population au bord de la famine et se rendre compte des écrasantes responsabilités des troupes de l'OTAN.**

Orahovac est située dans le secteur allemand de la KFOR (forces sous commandement OTAN au Kosovo) et des soldats néerlandais y sont déployés. Depuis leur arrivée, les populations serbe et rom se sont réfugiées dans la partie haute de la ville, devenue un ghetto insalubre, et n'ont plus accès au reste de la ville où sont notamment situés les commerces et le dispensaire. Des dizaines de personnes ont été tuées ou enlevées au cours des derniers mois. Avec les habitants serbes du village voisin de Velika Hoca, véritable musée habité avec une douzaine d'églises dont la plus ancienne date du XII<sup>ème</sup> siècle, ces 2.500 personnes survivent dans les pires conditions.

Le plus choquant est l'attitude de la KFOR. Si les habitants albanais, largement majoritaires, disposent d'une entière liberté de mouvement, la KFOR n'autorise les évacuations de Serbes et de Roms que si elles sont organisées par l'ONU. Des enfants que des visiteurs avaient voulu, à la demande de leurs parents, emmener dans le reste de la Serbie ont été ramenés de force dans l'enclave. Une femme atteinte d'un malaise cardiaque est morte il y a quelques semaines au check-point de la KFOR, qui refusait de l'évacuer vers un hôpital. La raison de l'acharnement des soldats hollandais sur les non Albanais est une liste de

" criminels de guerre " que leur a livré l'UCK à leur arrivée. Une douzaine de Serbes, tous les intellectuels de la ville, ont déjà été arrêtés.

Crimes de guerre ? La région a été effectivement une des régions les plus chaudes lors des affrontements entre UCK et forces serbes et yougoslaves. En juillet '98, Orahovac a été la 1<sup>ère</sup> ville à être conquise par l'UCK, provoquant la contre-offensive serbe de la fin de l'été '98. Entretemps, une quarantaine de Serbes et Roms avaient été enlevés et n'ont jamais été revus. Durant les bombardements de l'OTAN, des villages albanais voisins ont été rasés par les forces de Belgrade et de nombreuses exactions ont été commises. Les affirmations de l'UCK et du commandant néerlandais Van Loon (1000 morts ou plus) sont loin d'avoir été recoupées par les exhumations du TPI. Des Albanais d'Orahovac reconnaissent eux-mêmes que les Serbes responsables de crimes, dont des locaux, ont quitté la région en même temps que l'armée yougoslave. Mais ce n'est pas l'avis des KFOR hollandais qui considèrent tout Serbe (y compris les femmes, les enfants, les vieillards et les handicapés - expérience personnelle vécue en juillet '99) comme un criminel potentiel, que l'on peut soumettre à toutes les vexations imaginables.

En outre, les Hollandais ont soutenu le blocus d'Orahovac organisé par l'UCK à l'automne dernier pour empêcher le déploiement prévu de soldats russes de la KFOR. Agim Ceku, commandant de l'UCK, devenue la " TMK " avec la bénédiction de Kouchner, a été proclamé maire de la ville.

Orahovac et Velika Hoca constituent les seules localités du sud-ouest du Kosovo (la Métochie, pour les Serbes) encore habitées par des non Albanais. Les abandonner à leur sort, privés de nourriture, de chauffage, d'électricité, de soins médicaux et de communications avec l'extérieur, revient à soutenir un " nettoyage ethnique " à petit feu. La mission devant partir prochainement d'Amsterdam est la première initiative internationale visant à venir en aide à une population terriblement éprouvée, à dénoncer le comportement scandaleux de certaines unités de la KFOR et à sauvegarder le caractère multiethnique de cette région.

Georges Berghezan

Soutenez concrètement la mission à Orahovac, en versant votre contribution au compte 000-0897375-28 du CSO. Mentionnez " Orahovac " en communication. L'intégralité de vos dons sera transférée à Global Reflexion (Amsterdam) pour leur permettre d'acheter davantage de vivres et de médicaments à la population " ghettoisée " d'Orahovac. Des médicaments (péremption min. 6 mois) sont également les bienvenus.

## Un nouveau bloc militaire ?

Le 10 février, le président de la Commission européenne a fait une déclaration d'autant plus surprenante qu'elle est passée presque inaperçue. Au Parlement letton ébahi, Romano Prodi déclarait que " toute attaque ou agression contre une nation membre de l'UE serait une attaque ou une agression contre toute l'UE, ceci est la plus haute des garanties ".

En reprenant presque mot à mot les termes de la Charte de l'OTAN, Prodi annonçait la mutation d'une UE essentiellement économique en une alliance militaire. Sans débat et à deux pas de la frontière d'une Russie se sentant déjà menacée par l'extension de l'OTAN. La nomination du secrétaire général de l'OTAN Solana au poste de " M. PESK " n'était donc pas le fruit du hasard.

### LA NOUVELLE POLITIQUE DE L'OTAN

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), fille de la guerre froide qui s'est développée entre 1944 et 1949, a été créée par le Traité de Washington le 4 avril 1949. Ce traité résulte de préparatifs secrets, tenus au Pentagone en mars 1948; il est le prolongement direct du Traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948, qui entérinait l'alliance défensive

contractée entre le Royaume-Uni, la France et le Bénélux. Dès le 24 août 1949 l'OTAN comprendra 12 membres: aux cinq du Traité de Bruxelles se sont joints les États-Unis, le Canada, l'Italie, l'Islande, le Danemark, la Norvège et le Portugal. Le lien atlantique est clairement établi et l'article 5 du traité impose l'assistance mutuelle en cas d'agression avec information immédiate auprès du Conseil de sécurité. Au départ l'OTAN est donc un bloc militaire défensif, géographiquement limité dans son champ opérationnel et chargé d'appliquer la doctrine du "containment" c'est à dire de la limitation de l'expansion du communisme.

Depuis l'effondrement de l' Union soviétique, l'OTAN s'est subitement retrouvée privée de son ennemi. Pour se maintenir elle a dû trouver de nouveaux adversaires et programmer de nouveaux plans d'activités et de développement (" qui n'avance pas recule ") comme l'expansion de l'Alliance malgré la disparition du bloc de Varsovie, les relations bilatérales avec la Russie et l'Ukraine, le Conseil de Partenariat euro-atlantique, le Programme de Partenariat pour la Paix (PPP), l'acte fondateur OTAN/Russie, la charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine, le groupe de coopération méditerranéenne sans parler des activités scientifiques, et d'une pléthore d'autres services. Cette gigantesque pieuvre militaire en pleine expansion réclame de plus en plus de moyens pour agresser avec un maximum de violence et sans mandat des Nations Unies des pays souverains. L' Union Européenne, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l' Union Européenne Occidentale (UEO) doivent accepter directement ou indirectement les décisions de l'OTAN.

Le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) qui régit le PPP, créé en janvier 1994 par le président Clinton, réunit 26 partenaires d'Europe et d'Asie centrale pour participer à des exercices militaires et d'assistance humanitaire. Ce système politico-militaire est complété par 6 centres d'entraînement PPP en Turquie, Ukraine, Suède, Roumanie, Suisse et Autriche. Toute la PESC, dont les objectifs sont à peine esquissés, est dominée par la stratégie otanienne: Javier Solana, devenu " M. PESC " de l'UE et Secrétaire général de l'UEO tient dans ses mains toutes les questions de défense européenne en collaboration étroite avec le Britannique Robertson, Secrétaire général de l'OTAN. Pour terminer ce tableau décevant de la PESC, rappelons que des pays neutres comme la Suisse, la Suède, l'Autriche, la Finlande et l'Irlande, se rapprochent de plus en plus de l'OTAN, par le biais du PPP, ou de l'UEO dans un rôle d'observateurs.

Dans un prochain article, nous examinerons le devenir de l'arsenal nucléaire de l'OTAN maintenu envers et contre tout, malgré l'article 6 du TNP et l'avis de la Cour Internationale de Justice de juillet 1996...

Pierre Piérart

## **En marge de l'anniversaire du début des bombardements de l'OTAN**

### **Agenda**

**24 mars**, 17 h., rassemblement au Ministère des affaires étrangères, 15 rue des Petits Carmes à 1000 Bruxelles, sur le thème "des clés pour une politique alternative " (apporter son trousseau de clés, org. CNAPD)

**25 mars**, 14 à 18 h., " Vers une nouvelle guerre froide USA-Russie ? " au 35 rue Van Elewijck à 1050 Bruxelles, avec e.a. Gilles Achkar (org. Samovar & MIR-IRG)

**25 mars**, 13 h.30 Marche d'organisations de jeunes sur le thème " désarmer pour développer ", rassemblement (en principe) près du siège de l'OTAN. (contacts : 09 233 46 88 ou [vrede@ngonet.be](mailto:vrede@ngonet.be))

**26 mars**, 10 à 18 h.30, " La sécurité, une chasse gardée des militaires ? ", au 19 rue Pletinckx à 1000 Bruxelles, avec e.a. Perez Pujol, chef des légistes espagnols au Kosovo et le Prof. Suy, expert mondialement connu en droit international. (org. diverses ONG francophones et néerlandophones)

**1<sup>er</sup> avril**, à partir de 10 h., colloque autour du livre " Que nos valeurs sont universelles et que la guerre

ALERTE OTAN !

est jolie " (éd. du Cerisier, 1999), à la Maison des 8 heures (FGTB), Charleroi (infos : 071 31 35 08)

**4 avril**, 20 h. : assemblée du CSO à la Maison de la Paix, 35 rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles

**MONEY, MONEY...**

**Si ce bulletin vous a plu, si vous estimez que notre démarche vaut la peine d'être soutenue, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Nos moyens financiers étant inversement proportionnels aux tarifs postaux, nous devons nous limiter à envoyer les prochaines éditions de **Alerte****

**OTAN !** à celles et ceux qui nous auront manifesté leur intérêt. En particulier, toute aide financière est bienvenue. Elle nous permettra de continuer et de développer notre action... CCP du CSO : n° 000-0897375-28